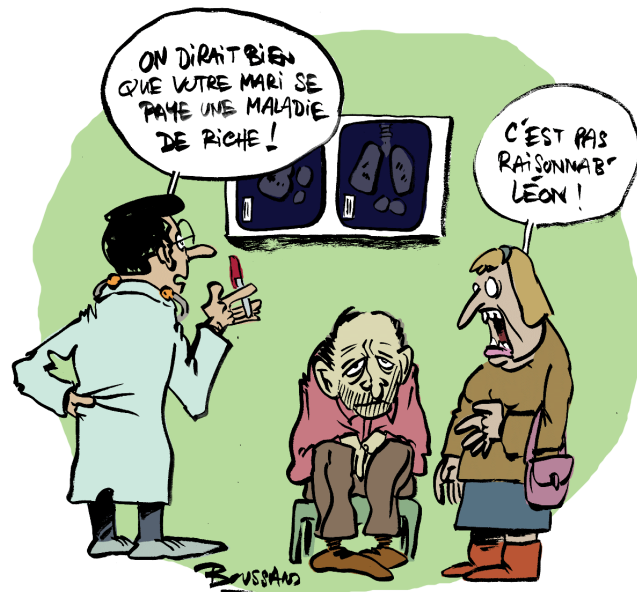


- Le café politique du 17è -

# Notre santé n'est pas à vendre !



Mardi 28 février à 19h30

Au Tempo, 18 rue Brochant (17è), M° Brochant

Anne GERVAIS

Médecin  
Hôpital Bichat

Philippe BATIFOULIER

Professeur à Paris XIII  
Économiste atterré

Alain CARRÉ

Médecin du travail  
Réseau Stop stress management

COLLECTIF  
ROOSEVELT

NPA

PCF  
Parti communiste français

%attac

ENSEMBLE

nouvelle  
DONNE

"De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins". C'est sur cette belle idée qu'a été créé, en 1946, un système de financement socialisé des dépenses de santé. La sécurité sociale est notre bien commun, elle est rentrée dans nos usages, c'est un facteur de bien-être et aussi un formidable outil de redistribution et de cohésion sociale. Et pourtant...

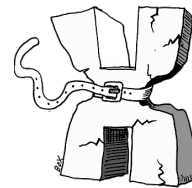
Notre chère santé est en danger !

Les politiques libérales ressassent l'idée que la sécurité sociale est en déficit, constitue une charge dommageable et devrait être gérée comme une entreprise livrée au marché.

Le citoyen se trouve ainsi dépossédé de son bien le plus précieux, sa santé devient une formidable source de profit pour les cliniques privées, les compagnies d'assurance et l'industrie pharmaceutique.



Actuellement, en France, le patient est souvent amené à payer des dépassements d'honoraires exorbitants, en ville comme à l'hôpital, ou à affronter des déserts médicaux. Il subit les prix très élevés de l'optique, des soins dentaires ou des prothèses auditives, sans compter les frais considérables occasionnés par une adhésion à une mutuelle. Plus généralement, il pâtit de la débâcle de l'Assurance maladie, qui ne rembourse qu'environ la moitié des soins courants auxquels est confrontée la grande majorité de la population. La maladie n'est alors plus seulement une épreuve physique et morale, mais aussi une épreuve financière, largement indexée sur les inégalités sociales.



S'il fréquente l'hôpital public, sa souffrance rencontre celle des soignants. Dans les établissements publics les logiques comptables, la privatisation des services les plus rentables, les restructurations, les réductions de personnel, impactent leurs conditions de travail et la qualité de l'offre de soins. C'est une véritable médecine à deux vitesses qui se met en place. Les logiques de "tarification à l'acte" sont déployées dans tous les services, au travers de ce que l'on désigne sous le terme de new public-management.

La loi El Khomri participe de cet affaiblissement général de notre système de santé en s'attaquant directement à la médecine du travail : alors que l'organisation des entreprises malmène physiquement et psychologiquement les salarié.e.s, le médecin se voit désormais limité dans le nombre de visites périodiques et encouragé dans une pratique de sélection de la main d'œuvre plutôt que de prévention des risques de santé. Et la timide prise en compte de la pénibilité dans un compte d'activité est bien loin d'être à la hauteur des enjeux actuels dans les entreprises.



Il est temps de nous mobiliser pour défendre et développer ce système de santé qui n'appartient à personne sinon aux citoyen.ne.s ! w

Le café politique du 17è : un moment pour penser et parler politique autrement, pour nous saisir des questions qui nous concernent !

[www.facebook.com/cafepolitique17](http://www.facebook.com/cafepolitique17)

Ne pas jeter sur la voie publique.  
Afin de respecter le bar qui nous accueille, nous vous invitons à consommer.